

LA CARTE D'IDENTITE INFORMATISEE OU L'ETERNEL RETOUR



LA CREATION D'UNE
CARTE D'IDENTITE
INFALSIFIABLE ET
INFORMATISEE (CIII) EST
A NOUVEAU
D'ACTUALITE. BIEN QUE
D'INVENTION RECENTE,
LA CIII A DEJA DEFRAIE
LA CHRONIQUE A
PLUSIEURS REPRISES.

Novembre 1979, le ministère de l'Intérieur saisit la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) d'un projet visant à doter tous les Français d'une telle carte. Au recto de cette carte étaient portés l'état civil et la nationalité de la personne concernée, des informations relatives à la validité du titre et à l'autorité qui l'a délivré, la reproduction, par laser, après numérisation, de la signature et de la photographie. Le verso comportait la mention du domicile et une zone de lecture optique (que l'on peut lire automatiquement à partir d'un terminal d'ordinateur). Étaient mentionnés dans cette zone : le nom, un numéro de référence, la date de naissance, le sexe et la date d'expiration de la carte. Imprimée entièrement en caractère OCRB (caractères normalisés à l'échelle

internationale), la carte était constituée d'un papier spécial, puis plastifiée. Toutes les informations nécessaires à l'établissement de ces cartes devaient être mémorisées dans des fichiers informatisés, répartis dans six centres régionaux, reliés entre eux et consultables à partir de n'importe quel point du territoire national.

Ce projet, qui suscita de multiples critiques et oppositions (médias, partis, syndicats, associations, etc.), bénéficia d'un avis favorable de la CNIL (3 juin 1980) sous réserve d'un certain nombre de modifications : suppression de la zone de lecture optique et des caractères OCRB, pas de numéro d'identification attaché à la personne (seul était admis un numéro d'ordre se rapportant à la carte et qui serait modifié lors de son renouvellement).

Après la prise en compte, pour l'essentiel, des recommandations de la CNIL, la nouvelle carte fut délivrée à environ 15 000 personnes dans trois départements de la région parisienne.

En octobre 1981, le gouvernement Mauroy décida d'abandonner la CIII pour les Français, mais laissa se poursuivre la délivrance des titres de séjour informatisés (ayant les mêmes caractéristiques que la CIII) pour les étrangers. Le système de fabrication de ces cartes infalsifiables et informatisées continua donc à fonctionner en France pour les titres de séjour et fut vendu à des États africains et du Moyen-Orient.

Au mois de mai 1982, le ministère de l'Intérieur envisage à nouveau la création d'une carte infalsifiable (mais non informatisée) pour tous les Français ; le projet n'eut cependant pas de suite. Au mois de juillet 1985, lors du débat sur le projet de loi relatif à la modernisation de la police, le Sénat vote un amendement portant sur l'obligation pour tous les Français de plus de seize ans de détenir une carte d'identité infalsifiable.

LE RENOUVEAU DE L'IDEOLOGIE SECURITAIRE

Les problèmes de sécurité ont été au centre des débats et des prises de position de tous les partis politiques pendant la campagne électorale de mars 1986. A la suite de ce scrutin, la nouvelle majorité décide de prendre un ensemble de mesures visant à lutter contre l'insécurité, dont personne n'a démontré qu'elle est aujourd'hui plus importante qu'il y a quelques années ou quelques décennies. C'est sous le titre "Le défi du terrorisme" que le Premier ministre, lors de son discours-programme à l'Assemblée nationale, parle de la création de documents d'identité infalsifiables. Le communiqué officiel du Conseil des ministres du 25 avril 1986, dans le chapitre consacré à la "sauvegarde de la sécurité des personnes et des biens et le renforcement de la lutte contre le terrorisme", fait état de projets de loi qui seront déposés devant le Parlement "afin de permettre des contrôles d'identité" et la "création d'une carte d'identité infalsifiable".

Par contre à celle mise en circulation en 1980 cette carte bénéficiera des progrès techniques réalisés depuis lors (papier spécial avec filigrane, meilleure qualité de la photographie, film plastique et encres solubles, etc.). Un nouveau titre de séjour, rendu plus difficilement falsifiable grâce à ces perfectionnements, sera délivré aux étrangers à partir du 15 juin 1986. Des progrès ont également eu lieu en informatique (lecture optique, réseaux informatiques, etc.) qui soulèvent de nouveaux problèmes par rapport à 1980.



LE PROJET DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Contrairement à ce qui est dit dans le communiqué du Conseil des ministres du 25 avril, ce n'est pas une loi mais un décret qui a été choisi par le gouvernement pour créer "un système de fabrication et de gestion informatisée des cartes nationales d'identité". Quelles sont les raisons de ce choix ? Le gouvernement craint-il un débat au Parlement et espère-t-il avoir plus facilement l'aval au Parlement et espère-t-il avoir plus facilement l'aval de la CNIL où existe dorénavant une majorité de droite ? La CNIL a été saisie le 26 mai 1986 de ce projet de décret dont de nombreuses dispositions vont bien au-delà de ce qui était prévu dans les projets du ministère de l'Intérieur en 1979 et 1980.

La nouvelle carte d'identité et le système de gestion informatisée comportent les informations suivantes : la nom, les prénoms, la date et le lieu de naissance, le sexe, la nationalité, la domicile, l'autorité de délivrance du document et sa signature, la durée de validité de la carte et son numéro. La carte comprend également la photographie et la signature du titulaire. Dans le système de gestion informatisée sont portées en outre les informations relatives : à la nature, la date et l'autorité de délivrance du document d'état civil produit pour l'obtention de la carte, à la gestion de cette carte, au vol ou à la perte du document. Ces informations peuvent être conservées pendant une durée de trente ans. Lors de la demande, il est procédé au relevé d'une empreinte digitale qui est conservée au dossier par le service gestionnaire de la carte. Un ensemble d'informations portées sur la carte (nom, prénoms, sexe, date de naissance, numéro) pourra être lu à l'aide de procédés optiques ou magnétiques. Cette lecture automatisée permettra aux autorités judiciaires, aux services de la police et de la gendarmerie d'accéder au système de gestion informatisée des cartes nationales d'identité pour les besoins "de leur mission de contrôle d'identité ou de recherche en matière pénale". Ce procédé pourra en outre être utilisé par la police et la gendarmerie pour consulter le Fichier des personnes recherchées (FPR) (1).

DES MENACES POUR LES LIBERTES

Dans sa délibération en date du 3 juin 1980, la CNIL affirmait : "La Commission estime que la carte nationale d'identité doit avoir pour seule finalité la preuve de l'identité". Le projet qui lui est soumis aujourd'hui présente, lui, des finalités multiples.

Le système de gestion informatisée qu'il est prévu de mettre en place constitue pratiquement un état civil parallèle et un véritable fichier de la population auquel peuvent accéder la police et la gendarmerie nationales. Les informations qui peuvent être lues à l'aide de procédés optiques ou magnétiques forment une clé d'accès automatique non seulement au système de gestion de cartes d'identité, mais aussi au FPR. Ceci permet une généralisation des possibilités d'accès, pour les gendarmes et les policiers, à deux fichiers particulièrement sensibles et ce à partir de n'importe quel terminal d'ordinateur installé dans une voiture, un commissariat, un aéroport,...). Ainsi la consultation du système de gestion informatisée n'est pas réservée aux seuls "services chargés d'établir les cartes nationales d'identité et d'en certifier l'authenticité". De plus, le système peut être utilisé, non seulement pour le contrôle d'identité mais aussi pour des recherches en matière pénale. Il en est de même du relevé de l'empreinte digitale qui peut servir à "la détection des tentatives d'obtention ou d'utilisation frauduleuse d'un titre", mais aussi à "l'identification certaine d'une personne dans le cadre d'une procédure judiciaire".

La carte infalsifiable et informatisée vise à faciliter les contrôles d'identité effectués dans la rue, les lieux publics ou lors d'un passage de frontière. Actuellement, la loi du 10 juin 1983 et deux arrêtés

Le projet de décret...

de la cour de cassation réglementent de façon stricte les contrôles d'identité ainsi que le fichage qui pourrait s'ensuivre (de même d'ailleurs que la prise d'empreintes digitales ou de photographies). Or, le Conseil des ministres du 28 mai 1986 a approuvé des projets de loi modifiant la législation des contrôles d'identité, ainsi que la prise d'empreintes digitales ou de photographies. La création d'une CIII va donc de pair avec la "libéralisation" des contrôles d'identité et du fichage des personnes contrôlées.

Selon le projet, la nouvelle carte ne sera pas obligatoire. A l'heure actuelle, le droit français ne donne aucun statut privilégié à la carte nationale d'identité comme moyen de faire valoir son identité ; elle n'est qu'un moyen parmi d'autres. Il est cependant évident que la création d'une carte infalsifiable n'a de sens que si elle est rendue obligatoire (et même si elle ne l'est pas en droit, elle risque de le devenir en fait). Néanmoins, la procédure de délivrance des nouvelles cartes (renouvellement du titre venu à expiration) fait qu'il faudra une bonne dizaine d'années pour que disparaissent les actuelles cartes d'identité. Notons, enfin, pour mémoire, que c'est sous le gouvernement de Vichy, que la carte d'identité fut rendue obligatoire pour la première fois.

L'Etat français est actuellement un Etat de droit. Mais aucun pays, et la France pas plus qu'un autre n'est à l'abri d'un changement de régime, de l'instauration d'un régime totalitaire ou d'un glissement vers un Etat policier. Imaginons alors les possibilités qui seraient offertes à cet Etat par le système de carte d'identité informatisée ! Quelle efficacité aurait alors la disposition de l'article 9 du projet disant : "Les informations nominatives contenues dans le système de gestion informatisée ne peuvent faire l'objet d'aucune interconnexion avec un autre fichier, ni d'aucune session à des tiers" ? Rappelons enfin que sous l'Occupation un grand nombre de personnes persécutées par les nazis (juifs, résistants) n'eurent la vie sauve que parce que les cartes d'identité n'étaient pas infalsifiables.

QUELS SONT LES OBJECTIFS GOUVERNEMENTAUX ?

Si l'on en croit ses promoteurs, la CIII devrait permettre de lutter contre le terrorisme et la délinquance. On peut cependant douter de l'efficacité de cette mesure ; les terroristes et les grands délinquants réussiront toujours à se procurer de fausses cartes infalsifiables ; quant aux petits délinquants, non encore repérés par la police, ils pourront se faire délivrer une carte en bonne et due forme. De plus, comme nous l'avons remarqué ci-dessus, les cartes actuelles seront encore en circulation pendant plusieurs années. Si la CIII devait avoir des effets sur la lutte contre l'insécurité, ceux-ci ne pourraient se manifester que dans une dizaine d'années.

En fait, la CIII ne peut être séparée de tout un ensemble d'autres mesures prévues : modification de la législation sur les contrôles d'identité, mais aussi rétablissement des fiches d'hôtels (qui seront elles aussi de plus en plus informatisées), modernisation des grands fichiers de la police et création d'un fichier automatisé des empreintes digitales. Font également partie de cet ensemble les déclarations de M. Pandraud, ministre délégué chargé de la Sécurité, encourageant la délation et affirmant qu'il faut s'attaquer à la "mouvance" qui peut faciliter les actions terroristes. Les objectifs visés, plus ou moins consciemment par les différents protagonistes, sont en réalité de deux ordres.

En premier lieu, face à ce qui est avant tout un sentiment d'insécurité, dont les causes sont d'ailleurs très diverses, le gouvernement veut donner l'impression qu'il prend des mesures très radicales pour assurer la protection des personnes et des biens. C'est une démarche essentiellement idéologique et qu'il estime devoir être électoralement payante.

En second lieu, la multiplication de ce type de systèmes informatisés vise à doter l'Etat et ses administrations d'outils de plus en plus perfectionnés permettront d'assurer la surveillance et le contrôle de groupes de plus en plus large de personnes, sinon de l'ensemble de la population. La répression de la délinquance n'est plus alors qu'un prétexte. Dans cette conception, tout individu est un suspect, un délinquant en puissance et tout étranger est présumé être en situation irrégulière. C'est l'ensemble des citoyens – c'est tout un chacun – qui est donc concerné par la carte d'identité informatisée et par toutes les autres mesures dont elle est inséparable.

Dans la conclusion de son troisième rapport, la CNIL affirmait : "La "menace informatique" tient moins à l'éventualité d'un embrigadement organisé qu'à la perspective d'une "diffusion molle" du contrôle et de la surveillance informatisée, susceptible, si l'on n'y prend garde, d'étouffer progressivement les libertés, hors de toute volonté totalitaire, dans une gigantesque toile d'araignée". On ne saurait mieux dire. La perspective ouverte par les projets gouvernementaux est celle d'une accélération de la mise en place d'un filet aux mailles de plus en plus serrées. Souhaitons que les médias, les partis politiques, les syndicats, les associations de défense des droits de l'homme, la CNIL elle-même, tous ceux enfin qui sont attachés aux libertés et à la démocratie, en prennent rapidement conscience et agissent en conséquence.

JEAN-PIERRE DEMO

1) Le Fichier des personnes recherchées est géré par la police et la gendarmerie ; son statut au regard de la loi Informatique fichiers et libertés, n'est pas clair.